

Abstention, vote FN : le ras-le-bol de la politique politicienne

http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2014/03/23/31001-20140323_ARTFIG00220-abstention-vote-fn-le-ras-le-bol-de-la-politique-politicienne.php



Crédits photo : Michel spingler/AP

FIGAROVOX/OPINION - L'historien des idées François Huguenin analyse les résultats des élections municipales . Il voit dans l'abstention et le résultat du Front National l'expression d'une lassitude vis à vis de la politique envisagée comme simple conquête du pouvoir.

François Huguenin est historien des idées. Il est l'auteur notamment d'une *Histoire intellectuelle des droites* (2013, Perrin).

Les résultats du premier tour des élections municipales ont été sans surprise marquées par un double phénomène: l'importance du taux d'abstention et le succès du Front National. Deux manières de manifester une profonde défiance par rapport à la classe politique, dont le Front National, qui n'exerce pas de responsabilités de gouvernement, peut donner l'illusion de ne pas faire partie.

Se lamenter sur l'absence de sens civique de nos concitoyens, s'indigner de la lepénisation des esprits peut être louable. Cela risque pourtant de n'être qu'une incantation supplémentaire qui peut certes donner bonne conscience, mais qui a montré sur la durée son inconsistance et son inefficacité. Ce double mouvement de défiance renvoie à quelque chose de fondamental qui est l'absence de principes de la classe politique, ou tout au moins de sa partie la plus visible, au sommet des appareils partisans, et donc de l'Etat. Comment en est-on arrivé là? Qu'est-ce que cela dit de notre démocratie?

La corruption du personnel politique n'est pas nouvelle. Il suffit de lire l'histoire de l'Antiquité à nos jours pour savoir que le pouvoir corrompt, que l'homme est bien souvent sous l'emprise de ce que saint Augustin appelait la libido dominandi qui le conduit à des pratiques immorales. Quel que soit le type de régime, cette tentation a existé au cœur de l'homme et la démocratie française n'y a pas échappé. On se souvient de la difficulté à s'implanter de la IIIe République, gangrénée par les affaires de corruption (scandales de Panama et des décorations), ou d'atteinte à la liberté d'opinion (affaire des fiches). Pourtant, malgré tout, il restait clair que ces pratiques, lorsqu'elles étaient mises en lumière, pouvaient faire tomber un gouvernement ou un ministre et heurtaient une morale laïque partagée par tous. Qu'elles aient été moins ou aussi fréquentes qu'aujourd'hui, ces pratiques étaient à tout le moins considérées comme anormales et condamnables. Aujourd'hui, un gouvernement ne tombe plus pour une sombre histoire d'écoute et d'atteinte à la liberté ; un parti politique qui finance sa campagne de façon malhonnête garde pignon sur rue ; sans parler des glauques affaires sexuelles d'un ancien candidat à la présidence. Les Français sont-ils choqués? Sans doute. Mais rien ne se passe. Ils en ont pris leur parti. Ces affaires ne sont au demeurant que la partie immergée d'un iceberg qui met en péril le navire de notre démocratie: c'est le sentiment que les hommes politiques ne cherchent qu'à conquérir, garder ou retrouver le pouvoir, en servant les intérêts du camp qui les soutient, sans attention au bien commun ; que les promesses électorales sont systématiquement non tenues et que les électeurs ne sont pas considérés comme des citoyens à qui l'on doit la vérité et le respect.

Désormais, plus rien ne vient obliger les politiques, rien ne vient transcender leurs objectifs de carrière, leurs accords partisans, leur appétit de pouvoir

Pourquoi cet effondrement des principes qui garantissent la légitimité de notre démocratie? C'est là qu'un passage par l'histoire des idées s'impose. Comme l'avait montré Leo Strauss, la fracture de la politique moderne a consisté, avec Machiavel, dans le fait d'abandonner l'exigence de vertu au service du bien commun qui était le but de la politique traditionnelle. Non sans arguments, Machiavel, puis Hobbes, Locke et les Lumières ont considéré que l'écart entre l'objectif des Anciens et leur pratique était trop important. Il a donc fallu abaisser le seuil d'exigence de la conduite politique: remplacer l'objectif de bien gouverner par celui de prendre ou garder le pouvoir, troquer la quête de la vertu pour la recherche de la force et de la ruse (Machiavel) ; chercher la division et la neutralisation des pouvoirs pour garantir la paix civile (Montesquieu). Toutes ces stratégies ont abouti sur le plan des institutions à une démocratie qui a pu fonctionner sur des mécanismes électifs garantissant l'expression des diverses opinions et sur des institutions permettant l'équilibre ou l'alternance des pouvoirs. Mais ces institutions étaient ancrées sur d'anciens réflexes, et notamment sur la création d'une élite, ou pourrait-on dire d'une aristocratie certes non héréditaire, mais encore marquée par le souci d'un bien commun, d'un certain esprit de service, d'un souci d'honnêteté (pensons à de Gaulle payant les factures d'électricité de l'Elysée relatives à sa consommation personnelle!). L'effondrement des principes éthiques, la mise entre parenthèse de la notion de bien commun, la foi en un complet relativisme des conceptions du bien ont réduit à néant cet héritage. Désormais, plus rien ne vient obliger les politiques, rien ne vient transcender leurs objectifs de carrière, leurs accords partisans, leur appétit de pouvoir. La démocratie a oublié ce que Rousseau avait rappelé: elle peut encore moins vivre sans vertu, au sens des qualités requises pour agir en fonction du bien, que l'aristocratie ou la monarchie. Les Anciens le savaient, les Modernes tant qu'ils ont gardé cette mémoire le savaient encore. Les postmodernes que nous sommes l'avons oublié. La démocratie s'est recroquevillée sur un mécanisme purement procédural. Seul compte le sacre de l'élection pour légitimer le pouvoir alors que la politique ancienne savait que, quel que soit le mode de désignation des gouvernants, leur légitimité tenait à leur souci du bien commun. Cette exigence s'est perdue. L'adhésion aux institutions, le sentiment

d'appartenance au corps social, risquent de se dissoudre dans le triomphe de l'individualisme, du consumérisme et du relativisme. Retrouver le souci du bien commun est devenu une urgence politique.

La rédaction vous conseille :

- Laurent Bouvet: «Les politiques sont hors sol, détachés des réalités sensibles et matérielles»¹
- L'abstention, miroir de notre démocratie²
- Municipales: vague bleue marine ou abstention massive?³
- Ecoutes: relisons Montesquieu!⁴

François Huguenin

Liens:

- 1 <http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2014/03/21/31001-20140321-ARTFIG00412-laurent-bouvet-les-politiques-sont-hors-sol-detaches-des-realites-sensibles-et-materielles.php>
- 2 <http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2014/03/21/31001-20140321-ARTFIG00271-l-abstention-miroir-de-notre-democratie.php>
- 3 <http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2014/03/20/31001-20140320-ARTFIG00354-municipales-vague-bleue-marine-ou-abstention-massive.php>
- 4 <http://www.lefigaro.fr/vox/economie/2014/03/17/31007-20140317-ARTFIG00099-ecoutes-relisons-montesquieu.php>